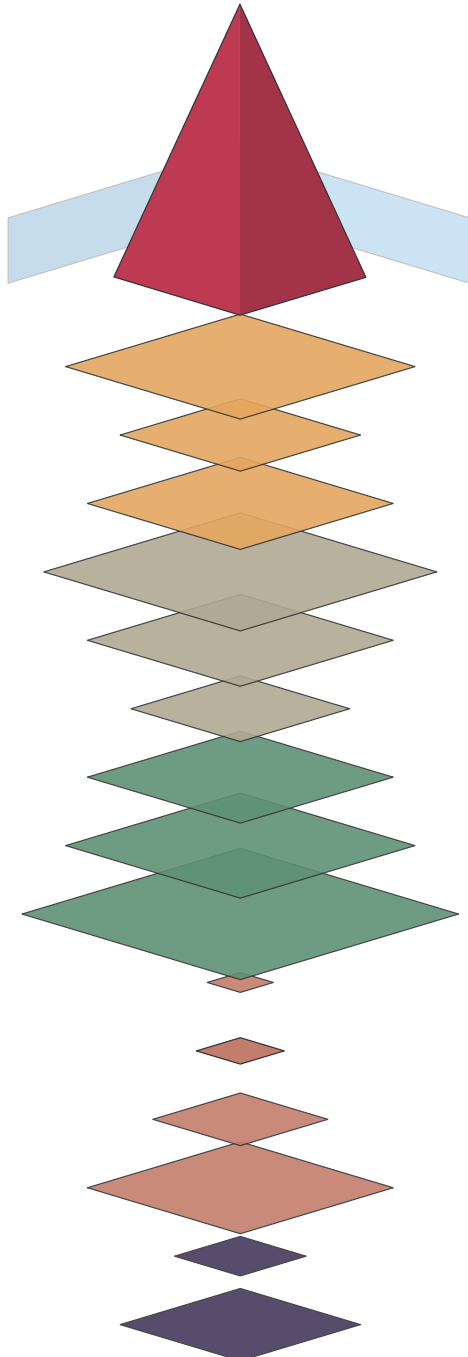




# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



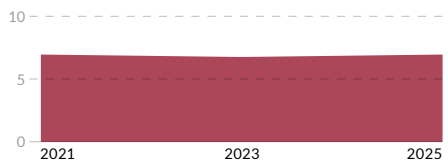
**7.03** ↗0.28

## SCORE DE CRIMINALITÉ

16<sup>e</sup> sur 193 pays ↗7

6<sup>e</sup> sur 54 pays africains -

2<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale -



## MARCHÉS CRIMINELS

**5.97** ↗0.37

TRAITE DES PERSONNES **8.00** ↗0.50

TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS **5.50** 0.00

RACKET D' EXTORSION ET  
CHANTAGE À LA PROTECTION **7.00** ↗0.50

TRAFIC D' ARMES **9.00** 0.00

COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON **7.00** 0.00

COMMERCE ILLICITE DE BIENS  
DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE **5.00** ↗0.50

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **7.00** 0.00

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **8.00** 0.00

CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES  
NON RENOUVELABLES **10.00** 0.00

COMMERCE D' HÉROÏNE **1.50** 0.00

COMMERCE DE COCAÏNE **2.00** ↗0.50

COMMERCE DE CANNABIS **4.00** ↗0.50

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **7.00** 0.00

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE **3.00** ↗1.00

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE **5.50** ↗2.00



## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

**8.10** ↗0.20

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **8.00** 0.00

RÉSEAUX CRIMINELS **8.00** 0.00

ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT **9.00** 0.00

ACTEURS ÉTRANGERS **9.00** 0.00

ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ **6.50** ↗1.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis

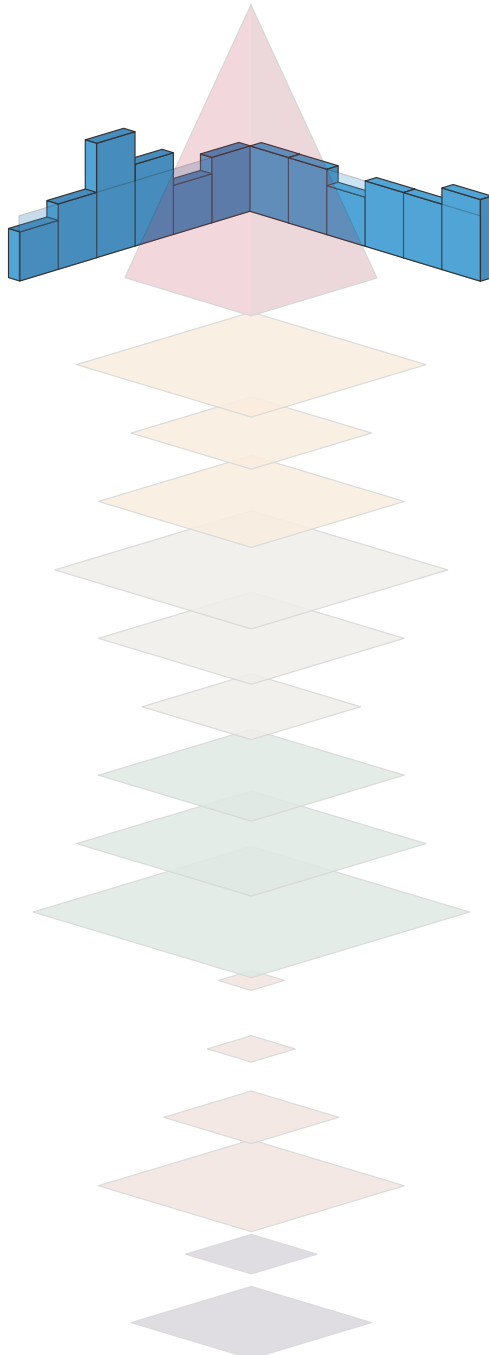


Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.



# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



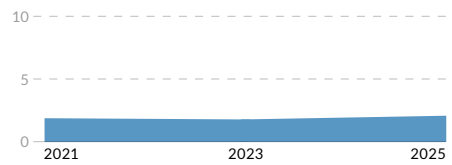
**2.08** ↗0.29

## SCORE DE RÉSILIENCE

**181<sup>e</sup>** sur 193 pays ↗6

**49<sup>e</sup>** sur 54 pays africains ↗3

**10<sup>e</sup>** sur 11 pays d'Afrique centrale ↗1



**LEADERSHIP POLITIQUE  
ET GOUVERNANCE** **1.50** 0.00

**TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ  
DES GOUVERNEMENTS** **2.00** ↗0.50

**COOPÉRATION INTERNATIONALE** **3.50** ↗0.50

**POLITIQUES ET  
LÉGISLATIONS NATIONALES** **2.50** ↗0.50

**SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION** **1.50** ↘0.50

**FORCES DE L' ORDRE** **2.00** ↗0.50

**INTÉGRITÉ TERRITORIALE** **2.00** ↗0.50

**LUTTE CONTRE  
LE BLANCHIMENT D' ARGENT** **2.00** 0.00

**CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION  
ÉCONOMIQUE** **1.50** 0.00

**SOUTIEN AUX VICTIMES  
ET AUX TÉMOINS** **2.00** ↘0.50

**PRÉVENTION** **2.00** ↗1.00

**ACTEURS NON ÉTATIQUES** **2.50** ↗1.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by  
the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

La traite des personnes en République centrafricaine (RCA) reste très répandue, alimentée par le travail forcé dans les mines, le trafic sexuel et le recrutement d'enfants soldats. L'exploitation touche des victimes nationales et étrangères, et les réseaux de traite opèrent au-delà des frontières, impliquant divers acteurs, comme des groupes armés, des fonctionnaires corrompus et des acteurs étrangers. Le trafic d'organes a émergé comme commerce lucratif et préoccupant. Malgré des efforts visant à sensibiliser l'opinion publique et à améliorer la législation, les forces de l'ordre demeurent insuffisantes et aucune poursuite n'a été enregistrée depuis 2022. La demande de personnes victimes de la traite alimente la violence et l'instabilité, tandis que les ressources limitées, la méfiance du public et la corruption systémique entravent les efforts visant à réduire la vulnérabilité de la RCA face à ces marchés criminels interdépendants.

Le trafic d'êtres humains est un élément important de l'économie criminelle, où la porosité des frontières et l'instabilité régionale permettent aux réseaux criminels d'opérer. Des itinéraires relient la RCA aux pays voisins, facilitant les flux migratoires et compliquant les efforts visant à distinguer le trafic des mouvements légaux. Les forces de l'ordre sont compromises par le manque de ressources et la corruption. Les facilitateurs au sein des communautés de la RCA jouent un rôle clé dans le trafic d'êtres humains, en offrant un soutien logistique aux migrants qui traversent le pays. Les organisations criminelles transnationales des pays voisins tirent parti de leurs vastes réseaux pour faciliter les mouvements transfrontaliers de migration. La concurrence entre ces réseaux pour le contrôle des routes lucratives de trafic alimente encore davantage les conflits et l'instabilité dans les zones touchées. Les crises récentes ont modifié les flux migratoires, certains pays devenant à la fois sources et destinations. L'ampleur et les schémas du trafic restent insuffisamment documentés, ce qui empêche de comprendre efficacement la menace.

Le racket d'extorsion et chantage à la protection est monnaie courante, en particulier parmi les groupes armés non étatiques qui financent leurs opérations en contrôlant l'exploitation aurifère, les routes de contrefaçon et la taxation illégale. L'Africa Corps exerce son influence dans plusieurs secteurs avec des cas documentés de coercition et de violence à l'égard des communautés minières. Une économie de protection conséquente existe autour de la transhumance et des mouvements de troupeaux, principalement gérée par des groupes armés peuls/fulani. L'extorsion fausse les marchés locaux en augmentant les coûts de transport et de vente au détail. Ces activités criminelles fournissent

simultanément des ressources financières aux auteurs de la criminalité, et consolident leur contrôle sur les territoires et leur influence sur la dynamique économique et sociale. Les tactiques de peur et d'intimidation utilisées par ces groupes renforcent encore leur importance et leur pouvoir, contribuant à l'instabilité générale.

### COMMERCE

Le Conseil de sécurité des Nations unies a levé l'embargo sur les armes imposé aux forces gouvernementales de la RCA à la mi-2024, tout en appelant à la mise en place de mesures visant à empêcher la fourniture d'armes aux groupes armés opérant dans le pays. Le trafic illicite d'armes reste néanmoins bien ancré dans le pays. Le détournement d'armes appartenant à l'État vers des groupes armés persiste, mais est désormais plus difficile à surveiller. Le trafic d'armes est un problème omniprésent, exacerbé par l'instabilité du pays. Les mercenaires étrangers, les milices rebelles et les réseaux criminels dépendent fortement du trafic d'armes pour soutenir leurs activités et affirmer leur contrôle sur le territoire. Les réseaux régionaux de trafic relient la RCA aux conflits au Soudan, en Libye et dans les États voisins, tandis que les groupes armés, bien que confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat, acquièrent des armes contre de l'argent ou par le troc, notamment contre des diamants et de l'or. Parmi les acteurs de la criminalité figurent des acteurs intégrés à l'État, des acteurs étrangers et des membres des forces de maintien de la paix. Les forces de l'ordre demeurent faibles en raison de l'ambiguïté juridique, du manque de ressources financières consacrées à la surveillance et de la corruption généralisée. Bien que les opérations militaires aient perturbé les routes du trafic illicite, le trafic d'armes continue de dépasser les efforts déployés par l'État pour y remédier.

Les produits pharmaceutiques de contrefaçon constituent un marché illicite persistant, alimenté par un accès limité aux soins de santé, des prix élevés des médicaments et une application insuffisante de la réglementation. Ce commerce est principalement approvisionné par des filières de contrefaçon en provenance du Cameroun et du Congo, et les pharmacies non agréées de Bangui jouent un rôle central dans la distribution. Ces points de vente s'adressent principalement aux résidents à faibles revenus, leur proposant des alternatives plus abordables mais potentiellement dangereuses. Les trafiquants locaux facilitent la distribution à l'échelle nationale grâce à des réseaux informels. Ce commerce nuit aux ventes légitimes de produits pharmaceutiques et contribue à des risques pour la santé publique, notamment en entraînant des échecs thérapeutiques et en favorisant le développement de résistance aux antimicrobiens. Malgré les mesures de sensibilisation et les efforts des forces de l'ordre,

la corruption systémique et les capacités institutionnelles limitées entravent toute avancée significative dans la lutte contre le commerce illicite de produits pharmaceutiques.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, en particulier l'alcool et le tabac, est très répandu et facilité par la porosité des frontières, la gouvernance fragile et la corruption endémique. Si le Cameroun est une plaque tournante régionale importante, les marchandises de contrefaçon transitent par la RCA en provenance et à destination d'un ensemble de pays, notamment le Tchad, la République démocratique du Congo (RDC), le Cameroun, le Soudan du Sud et le Nigeria. Les conflits et la présence limitée de l'État, en particulier dans les zones rurales, ont permis aux réseaux de contrefaçon de prospérer. Des indications récentes suggèrent une recrudescence du commerce illicite, les acteurs de la criminalité recourant à la corruption pour contourner les contrôles fiscaux. L'absence de systèmes de marquage sécurisés entrave encore davantage les forces de l'ordre. Les indicateurs indirects suggèrent des niveaux de risque élevés, compte tenu de la faible capacité douanière de la RCA, de la corruption et de l'efficacité modérée de la lutte contre le tabac.

## ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore, et particulièrement le commerce illégal de bois dans l'ouest de la RCA, entraîne une forte déforestation et une dégradation environnementale, alimentées par le crime organisé, une gouvernance fragile et l'exploitation par des acteurs étrangers. Le bois de sapelli est particulièrement ciblé, trafiqué par des acteurs tels que des groupes de type mafieux, des entreprises étrangères et des sociétés militaires privées. L'implication du groupe Wagner a rendu possible l'intensification de la violence et les dommages environnementaux, même si les sanctions internationales semblent en partie limiter son rôle. La corruption favorise les concessions frauduleuses et le trafic transnational, et les itinéraires s'étendent à travers les États voisins. Les exportations illégales persistent malgré les mesures d'application de la loi. Le bois est la marchandise la plus lucrative, tandis que le trafic de café, de sésame et de bambou, qui constituait autrefois une source de revenus importante pour les groupes criminels armés, a diminué en raison de la présence accrue de l'État et des opérations militaires.

La criminalité liée à la faune est soutenue par des réseaux criminels complexes impliquant des braconniers, des fonctionnaires corrompus, des groupes armés et des syndicats transnationaux. Ce commerce cible l'ivoire, les pangolins et la viande de brousse, principalement destinés à l'exportation vers les marchés asiatiques et arabes. Les frontières poreuses et la situation stratégique de la RCA facilitent le trafic, et la corruption contribue à l'impunité à tous les niveaux des forces de l'ordre. Malgré les protections juridiques existantes, les forces de l'ordre restent faibles, ce qui contribue à l'augmentation des activités illicites. Le

trafic est lié à des crimes plus larges, notamment le trafic d'armes et le blanchiment d'argent, ce qui nuit à la biodiversité, à la conservation et aux industries légales. La précarité économique et une gouvernance fragile contribuent à la participation locale à ce commerce illicite. Des cas récents ont impliqué du personnel humanitaire international, soulevant des questions de responsabilité.

La criminalité liée aux ressources non renouvelables prospère grâce à l'exploitation de l'or et des diamants, qui constituent les principales ressources extractives de la RCA en raison de leur grande valeur et de la facilité avec laquelle ils peuvent être introduits en contrebande. Ce commerce illicite compromet la stabilité économique et alimente les conflits armés, agissant comme un moteur majeur d'insécurité et facilitant l'implantation du groupe Wagner, associé à de graves exactions. Même s'il existe une demande locale pour l'or et les diamants, le marché principal reste international, facilité par les réseaux criminels opérant dans le pays. Quant à la contrebande de carburant, elle repose principalement sur des flux transfrontaliers à destination et en provenance de la RDC, du Cameroun, du Tchad, du Nigeria et du Soudan. Des acteurs étrangers et locaux, notamment des entreprises internationales et des groupes paramilitaires, tirent profit de la corruption dans l'attribution des licences et des activités de contrebande. La contrebande de carburant, liée à des réseaux régionaux, accentue les distorsions du marché et réduit les recettes publiques. L'exploitation minière illicite est étroitement liée au trafic d'armes, au travail forcé et à la dégradation de l'environnement. La corruption systémique et l'insécurité ont limité l'efficacité des récentes mesures de répression. Les revenus tirés de ces activités sont blanchis grâce à des mécanismes complexes. La demande est principalement internationale, alimentant un écosystème criminel transnational qui encourage la violence et les dommages écologiques.

## DROGUES

Le commerce de cannabis en RCA s'est développé, reflétant les tendances observées à l'échelle régionale et mondiale. Le prix abordable et la facilité d'accès à cette drogue sur le marché noir ont favorisé sa consommation généralisée parmi les jeunes et les groupes armés. Bien que les données actuelles sur l'ampleur du marché soient limitées, des éléments antérieurs indiquent un afflux constant de cannabis du nord de la RDC vers Bangui. Ce commerce implique un ensemble diversifié d'acteurs, notamment des cultivateurs locaux, des élites et des acteurs étrangers. La qualité globale du cannabis est médiocre.

L'usage détourné de substances telles que le tramadol, connu localement sous le nom de tramol ou béret vert, s'est ancré dans l'économie criminelle, et les réseaux de distribution sont reliés à des pays voisins tels que le Cameroun, le Tchad et le Soudan. Le commerce illicite serait facilité par des groupes armés, ce qui contribue à sa diffusion généralisée sur les marchés urbains. La consommation est courante

chez les jeunes et a été associée à des incidents violents. Les interventions semblent avoir eu un effet d'atténuation, mais le trafic et la consommation continuent d'influencer la dynamique sécuritaire locale.

Il existe des liens entre les organisations terroristes régionales et le trafic de drogues, notamment par rapport à l'héroïne, mais on ne dispose que de peu d'informations sur la consommation et l'approvisionnement au niveau national. L'impact du commerce d'héroïne est donc considéré comme minime. Il existe également des éléments limités attestant du commerce de cocaïne en RCA, car la consommation de cocaïne est limitée à l'élite locale. Deux principaux flux d'approvisionnement ont été identifiés, l'un portant sur de la cocaïne de qualité inférieure principalement importée de la RDC, tandis que l'autre concerne de la cocaïne de meilleure qualité en provenance d'Europe.

## CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante est peu documentée en RCA. La population est faiblement sensibilisée aux risques liés à ce type de criminalité et les infrastructures critiques restent vulnérables. Bien que les tendances du marché illicite restent floues, des affaires récentes en attestent, notamment l'utilisation de cryptomonnaies à des fins criminelles. Un exemple récent concerne une vaste escroquerie à l'investissement dans les cryptomonnaies impliquant une entreprise basée à l'étranger ainsi que la Sango Coin, un projet soutenu par le gouvernement. Les répercussions ont touché plusieurs secteurs de la société et ont suscité des inquiétudes quant à la responsabilité institutionnelle, car les auteurs sont toujours en fuite et les pertes ont atteint un niveau record exprimé en monnaie locale.

## CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière, notamment le détournement de fonds, la fraude et l'utilisation abusive de fonds publics, nuisent considérablement à l'intégrité institutionnelle et au développement économique de la RCA. Ces crimes sont favorisés par la gouvernance fragile, le manque de transparence et la forte dépendance à l'égard du secteur financier informel. Des affaires récentes ont également mis au jour des détournements de fonds au sein d'institutions législatives, ministérielles et municipales. La suspension de l'aide financière par les partenaires occidentaux après l'implication croissante de la Russie, a épuisé les ressources de l'État, ce qui a conduit le gouvernement à suspendre tous les paiements en décembre 2022.

Depuis cette décision, l'administration s'appuie de plus en plus sur l'économie informelle pour accéder à des liquidités, ce qui aggrave davantage la corruption et les détournements de fonds.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les groupes armés en RCA fonctionnent selon des structures de type mafieux, ce qui compromet considérablement la gouvernance et la sécurité nationale. La Coalition des patriotes pour le changement, qui regroupe des factions telles que le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique, l'Unité pour la paix en Centrafrique, le Mouvement patriotique pour la Centrafrique, le Mouvement 3R (Retour, Revendication et Réhabilitation) et les milices anti-balaka, cherche à perturber la stabilité nationale par la violence et le contrôle territorial. Ces groupes se livrent à l'extorsion, à l'exploitation des ressources, au trafic d'armes et à la perception illégale de taxes aux postes de contrôle. Malgré les tentatives de restructuration et la multiplication des attaques contre les forces gouvernementales ces dernières années, des problèmes de coordination persistent au sein de la coalition. Les factions conservent leur influence sur les régions reculées, formant des enclaves criminelles hors de portée de l'État. Les tentatives des groupes armés de manipuler les processus politiques renforcent encore l'instabilité et entravent le développement démocratique.

Les réseaux criminels opèrent à travers des structures clandestines et fluides de trafiquants et de bandits impliqués dans le trafic d'armes, l'exploitation des ressources naturelles, la traite des personnes, l'extorsion et la contrebande. Ces réseaux sont omniprésents et profondément enracinés dans tout le pays, facilités par l'étendue et la difficulté du relief de la RCA. Les acteurs dissimulent leurs opérations dans les routes commerciales légitimes, utilisant souvent du bétail ou des marchandises comme couverture. Les groupes armés exercent un contrôle sur les zones riches en ressources, tirant leurs revenus des diamants, de l'or, de l'ivoire et du travail forcé. Les violences de grande intensité, y compris les atrocités de masse, sont fréquentes, alimentées par une gouvernance fragile. Les liens transfrontaliers avec des acteurs étrangers facilitent les flux d'armes et les déplacements des combattants à travers les États voisins. À l'instar des groupes de type mafieux, ces acteurs cherchent à soutenir ou à affaiblir les candidats et les partis politiques par la coercition et la manipulation, influençant les résultats électoraux afin de garantir l'accès aux ressources et de protéger leurs entreprises criminelles.

Le contrôle de l'État sur les marchés criminels varie. À tous les niveaux, les acteurs intégrés à l'État sont souvent complices, soit par la corruption, soit par leur implication directe dans des activités illicites. Les collaborations présumées entre des fonctionnaires de haut rang et des acteurs étrangers, notamment ayant des intérêts russes, facilitent l'extraction des ressources et favorisent la criminalité financière, dont le détournement de fonds. Cette alliance entre acteurs locaux et transnationaux renforce les économies criminelles, érode la gouvernance et entretient l'instabilité. Les liens étroits entre des individus liés à l'État et des réseaux criminels

nationaux et transfrontaliers entravent considérablement les efforts visant à établir l'état de droit et un contrôle institutionnel efficaces.

L'écosystème criminel en RCA reflète une interaction complexe entre les communautés de la diaspora, les acteurs armés étrangers et les autorités locales. Les diasporas d'origine tchadienne et soudanaise, en raison de leur position géographique, facilitent le trafic d'armes et de minerais, et des groupes d'origine congolaise sont également impliqués. Le groupe Wagner exerce une influence considérable, contrôlant les opérations minières et les routes commerciales, se livrant au trafic d'armes et facilitant la corruption grâce à ses relations avec des acteurs intégrés à l'État, ce qui contribue à compromettre la gouvernance et les efforts de paix. Des groupes rebelles tchadiens opèrent dans le nord de la RCA. Les réponses des autorités demeurent ambiguës, et des liens présumés avec Wagner ont été signalés. Des entreprises

chinoises sont fortement impliquées dans l'extraction d'or dans plusieurs régions. Les Forces de soutien rapide du Soudan utilisent la RCA pour le recrutement et la logistique, ce qui contribue à accentuer l'implication du pays dans le conflit régional et l'instabilité.

Le crime organisé s'est implanté dans le secteur privé, en particulier les industries de l'extraction aurifère et forestière. La fragilité des cadres réglementaires et la supervision minimale ont permis à des acteurs illicites d'exploiter le blanchiment d'argent fondé sur le commerce et des sociétés écrans pour dissimuler l'origine de fonds issus d'activités criminelles. De nombreuses entreprises opèrent à l'interface des économies légale et illicite, brouillant les frontières entre légalité et illégalité. Les groupes criminels exercent leur contrôle sur les zones riches en ressources en dominant l'extraction, le transport et le commerce, facilitant ainsi l'extorsion, la contrebande et le blanchiment transfrontalier.

# RÉSILIENCE

## LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

La RCA est confrontée à une instabilité persistante, et le crime organisé aggrave les défis liés à une gouvernance fragile, à la violence politique et à l'influence extérieure. Bien que le gouvernement ait régulièrement affirmé son opposition au crime organisé, les capacités institutionnelles limitées et les allégations de collusion officielle empêchent tout progrès significatif. Des acteurs étrangers ont influencé la gouvernance et les politiques en matière de ressources, y compris par des révisions de la législation minière favorisant le contrôle de l'État sur la production artisanale. Des acteurs internationaux ont également cherché à façonner les cadres réglementaires. Malgré les efforts de désarmement et la tenue de nouvelles élections, les groupes armés restent actifs, se livrant au commerce illicite et compromettant les processus démocratiques. Les réformes législatives et les initiatives internationales de maintien de la paix se poursuivent, mais la corruption profondément enracinée et l'infiltration criminelle entravent le développement institutionnel durable.

Malgré la création en 2018 d'un organisme indépendant de lutte contre la corruption, les efforts restent entravés par l'ingérence politique, les ressources limitées et la surveillance restreinte de la société civile. Les acteurs internationaux ont joué un rôle important dans la promotion de la réforme, en offrant un soutien ciblé pour renforcer la gouvernance budgétaire, les mécanismes de contrôle externe et l'engagement législatif. En 2023, une importante initiative de financement a été lancée afin de renforcer les capacités de mobilisation des ressources nationales et à améliorer la transparence dans la mise en œuvre des politiques de développement.

Des outils numériques tels que les systèmes de paiement électronique ont été introduits pour lutter contre la corruption, mais des difficultés persistent en matière d'accès du public aux données gouvernementales. La collusion entre des acteurs intégrés à l'État et les marchés criminels, ainsi que l'influence étrangère, continuent de nuire à la transparence et à la responsabilité effectives, malgré les améliorations institutionnelles formelles.

La RCA a ratifié des conventions internationales clés relatives à la criminalité organisée, à la corruption, au trafic d'armes, au trafic de stupéfiants et à la criminalité liée à la faune sauvage. Cependant, la fragilité institutionnelle, les ressources limitées et l'insécurité persistante entravent leur mise en œuvre. Bien que la RCA ait conclu des traités d'extradition, le manque de transparence obscurcit leur mise en œuvre et les données sur les saisies d'actifs sont limitées. Les efforts de coopération internationale sont inégaux, compliqués par la corruption et un engagement régional minimal. Le basculement des partenariats, des acteurs occidentaux vers des partenariats russes et chinois, a entraîné une lassitude des donateurs, mais des signes récents indiquent un retour progressif du soutien occidental. Le Rwanda exerce également une influence significative en RCA, en tant que principal contributeur aux contingents de maintien de la paix des Nations unies, et déployant des soldats dans le cadre d'un accord bilatéral. La levée en 2024 de l'embargo du Processus de Kimberley sur les diamants de la RCA marque un progrès, même si les préoccupations liées au commerce illicite persistent.

La RCA a pris des mesures pour lutter contre le crime organisé, mais d'importantes lacunes juridiques et institutionnelles persistent. Le code pénal criminalise les infractions liées aux trafics, mais ne contient pas de dispositions visant spécifiquement les groupes criminels organisés. Ce vide juridique serait susceptible d'entraver l'application effective du cadre juridique existant. Un projet de révision du code pénal serait en cours d'élaboration avec le soutien de l'UE, mais les détails n'ont pas été rendus publics. L'action des forces de l'ordre se heurte à un manque de ressources, à une formation spécialisée insuffisante et à la corruption, tandis que les inefficacités du système judiciaire freinent les poursuites. La législation récente traite de la criminalité cyberdépendante et de la traite des personnes, avec de nouveaux cadres relatifs à la cybersécurité et la protection des victimes. Des partenaires extérieurs ont soutenu les réformes, notamment les efforts de lutte contre le braconnage. Néanmoins, des préoccupations persistent quant à l'opacité du processus législatif et des politiques affectant les secteurs économiques et les activités culturelles, ce qui entrave l'exercice d'une gouvernance efficace et affaiblit la confiance du public.

## JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

La lutte contre la criminalité organisée se heurte à des difficultés structurelles marquées, principalement en raison de la fragilité institutionnelle des systèmes judiciaire et pénal de la RCA. Les unités judiciaires officiellement mandatées pour combattre la criminalité organisée sont minées par la corruption et l'intimidation, ce qui limite leur efficacité opérationnelle. L'allocation de ressources au système judiciaire reste insuffisante depuis plusieurs années, et les ressources budgétaires et les capacités institutionnelles limitées compromettent encore davantage l'adoption de réponses efficaces face à la criminalité organisée. Un soutien extérieur existe, mais il est limité par les conditions politiques et son champ d'application restreint. Dans les zones rurales, la faible présence judiciaire conduit au recours à des mécanismes informels de résolution des conflits, ce qui affaiblit l'autorité de l'État. Le groupe Wagner serait soupçonné d'exercer une influence étendue sur le système judiciaire, en particulier sur le parquet. Le système pénal se caractérise par la surpopulation, des infrastructures dégradées et une corruption systémique. Les acteurs de la criminalité exercent leur influence au sein des établissements pénitentiaires, facilitant les activités illicites et la violence. Les conditions ne respectent pas les normes internationales, ce qui contribue à l'enracinement du crime organisé à l'intérieur et à l'extérieur des établissements pénitentiaires.

Les forces de l'ordre opèrent dans un contexte de fortes contraintes en matière de ressources et dépendent fortement de l'aide internationale pour la formation, l'équipement et le soutien opérationnel. Les acteurs internationaux, notamment le personnel des Nations unies et les formateurs policiers internationaux, soutiennent les opérations de lutte contre la traite des personnes et dispensent des formations. Malgré un

engagement extérieur accru, les progrès à long terme sont incertains en raison du caractère irrégulier de ce soutien et d'une corruption omniprésente. De plus, l'influence étrangère affecte en particulier les hauts responsables des forces de l'ordre. La confiance du public dans la police est affaiblie par les divisions ethniques, la corruption et des manquements professionnels. Les capacités en matière de renseignement sont sous-développées et entravées par la faiblesse des infrastructures et la politisation des institutions, bien que des initiatives soutenues par la Russie aient récemment permis certaines améliorations.

La RCA est confrontée à des défis persistants pour sécuriser ses frontières étendues et poreuses le long de six pays voisins. Le relief difficile et la surveillance insuffisante facilitent le trafic d'armes, de minerais, d'espèces de faune sauvage et de produits agricoles. Le gouvernement a lancé une stratégie nationale de gestion des frontières en 2023, suivie, en 2024, de la création d'une commission de gestion des frontières et d'un plan d'action sur dix ans, mais leur mise en œuvre demeure incertaine. La situation stratégique de la RCA, à proximité de zones de conflit régionales, permet aux réseaux criminels transnationaux d'exploiter l'instabilité. Les efforts de contrôle des frontières sont fragilisés par les groupes armés, les ingérences extérieures, la faiblesse de la gouvernance et l'obsolescence des infrastructures. La corruption touche les principaux pôles de transport, tandis que l'insuffisance des capacités en matière de cybersécurité accroît la vulnérabilité du pays.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Une nouvelle législation conforme aux normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent impose aux institutions financières et aux secteurs non financiers désignés d'exercer une diligence raisonnable, de signaler les transactions suspectes et de conserver les documents justificatifs. Des cellules de renseignement financier ont été mises en place, bien qu'elles ne soient pas affiliées au Groupe Egmont. Les autorités ont entrepris de renforcer les capacités d'enquête en s'appuyant sur des formations et un soutien international. Cependant, l'application effective de ces dispositions est limitée par des capacités institutionnelles restreintes, une compréhension inégale des risques et un comité de coordination non opérationnel en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les évaluations sectorielles des risques spécifiques sont incomplètes et les mécanismes d'identification des avoirs sont insuffisants. Si les banques se conforment à la réglementation, des faiblesses systémiques plus générales persistent, notamment dans la mise en œuvre de mesures renforcées d'atténuation des risques et dans l'effectivité de la coordination nationale.

Le gouvernement rencontre des défis persistants pour limiter l'influence du crime organisé sur l'environnement des affaires, en raison de la fragilité institutionnelle, l'instabilité sécuritaire et les ressources financières limitées. Les

contraintes budgétaires se sont accentuées à la suite d'une forte réduction du soutien financier des partenaires occidentaux. Malgré les progrès administratifs réalisés dans la simplification de l'enregistrement des entreprises, l'opacité des pratiques réglementaires, l'insuffisance des garanties juridiques et la corruption continuent de peser sur les entreprises légales. Fortement dépendante des exportations de ressources naturelles, l'économie est affectée par les conflits récurrents et un sous-investissement chronique, ce qui freine le développement du marché du travail. L'exploitation illicite des diamants, de l'or et du bois compromet la stabilité économique et les efforts de réglementation de l'État.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les efforts de l'État visant à protéger les victimes de crimes sont compromis par l'instabilité politique, le manque de ressources et la corruption, ce qui entraîne une dépendance accrue vis-à-vis des acteurs non étatiques, tels que les ONG et les agences humanitaires, pour apporter un soutien aux victimes, notamment sous forme d'accompagnement psychosocial, d'aide médicale et de services juridiques. Si certaines initiatives étatiques en matière de protection des témoins et de lutte contre le racket existent, leur portée reste limitée. La société civile gère des centres de prise en charge des addictions dans un contexte de forte stigmatisation sociale. Les efforts judiciaires, y compris ceux de la Cour pénale spéciale hybride, sont affectés par des influences extérieures sur les forces de l'ordre, ce qui fragilise la protection des victimes et des témoins.

Bien que des efforts de prévention existent, ceux-ci manquent souvent de coordination, de planification fondée sur des données probantes et d'objectifs clairs. Les stratégies nationales s'attaquent à divers marchés criminels, notamment la traite des personnes, le trafic de drogue et le trafic d'armes,

et la RCA participe à des mécanismes de coopération régionale par le biais de différentes initiatives. De récentes réformes législatives et institutionnelles visent à lutter contre la traite des personnes, les violences sexuelles et l'utilisation d'enfants soldats, cependant leur application reste limitée. Des partenariats locaux et internationaux soutiennent des campagnes de sensibilisation et des programmes de formation. Toutefois, l'insuffisance des services d'aide aux victimes, la corruption et le manque de capacités institutionnelles compromettent les progrès à long terme.

Les organisations de la société civile et les médias jouent un rôle central dans la lutte contre la criminalité organisée, notamment la traite des personnes, la contrebande d'armes et le braconnage d'espèces sauvages. Ces acteurs prennent en charge des fonctions que l'État, fragilisé et faiblement doté en ressources, ne parvient pas à assurer, notamment la collecte de renseignements communautaires, le plaidoyer et l'assistance aux victimes. Leurs efforts se heurtent à l'instabilité politique, à la corruption et aux faiblesses institutionnelles persistantes. La législation récente vise à renforcer le contrôle de l'État sur la société civile et la presse, limitant les libertés et exposant les militants et les journalistes au harcèlement, à la détention et à des actes de violence. La détérioration de la situation sécuritaire et l'influence étrangère ont encore réduit l'espace d'action indépendant et compromis les efforts coordonnés de lutte contre la criminalité organisée. Cependant, malgré des lacunes en matière de capacités et la réduction de leur marge d'action, les organisations de la société civile figurent parmi les rares acteurs encore actifs et relativement efficaces en matière de résilience face à ces phénomènes.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*